



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Collectivités
et du Développement Local

Bureau des procédures environnementales
Réf : CAR n°142/APC n°17-099N
Courriel : pref-environnement@gard.gouv.fr

NIMES, le **26 JUIL. 2017**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°17-099N
CONCERNANT LE CHANGEMENT D'EXPLOITANT D'UNE CARRIÈRE
À CIEL OUVERT DE CALCAIRE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VERFEUIL
AUX LIEUX-DITS "TERRE ROUGE" et "PLAN LIS"**

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-032N du 5 mai 2009 autorisant la société CARMEUSE FRANCE à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de VERFEUIL aux lieux-dits « Terre Rouge » et « Plan Lis » (renouvellement de l'autorisation et extension) ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-126N du 28 juillet 2016 concernant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de VERFEUIL aux lieux-dits « Terre Rouge » et « Plan Lis » ;
- Vu la demande transmise le 2 février 2017 à M le préfet du Gard et complétée les 12 et 19 mai 2017 (garanties financières), par laquelle M. Denis Villedieu et Muriel Espinosa agissant respectivement en qualité de président et directeur de sites du Groupe MEAC SAS dont le siège social est situé route de St Julien - 44110 Erbray, sollicitent le changement d'exploitant en lieu et place de la société CMF PRODUCTS de la carrière ayant fait l'objet de l'arrêté susvisé ;
- Vu l'ensemble des pièces du dossier ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 2 juin 2017 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant, le 19 juin 2017 ;
- Vu la lettre de l'exploitant du 27 juin 2017 ;

Le demandeur entendu ;

Considérant que le Groupe MEAC SAS dispose des capacités techniques et financières, à même de lui permettre d'exploiter la carrière susvisée et de prévenir les dangers et inconvénients de celle-ci, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est instruite dans les formes prévues à l'article R181-45 de ce même code ;



Considérant que l'article R181-45 du code de l'environnement indique notamment : "*Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires*";

Considérant que l'article R181-39 du code de l'environnement indique : "*la commission départementale de la nature, des paysages et des sites lorsque la demande d'autorisation environnementale porte sur une carrière*";

Considérant qu'en application des prescriptions de l'article R516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis et qu'à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-032N du 5 mai 2009 doivent être maintenues ;

Considérant que le Groupe MEAC SAS s'est engagé à mettre en place les garanties financières prescrites à l'article 1.10.2.2 de l'arrêté n° 09-032N du 5 mai 2009 actualisées dans l'acte de cautionnement transmis par l'exploitant daté du 28 avril 2017 (n° d'acte : 1711635314) ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du GARD ;

ARRÊTE

Article 1 : Changement d'exploitant

Les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 09-032N du 5 mai 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Le Groupe MEAC SAS dont le siège social est situé route de St Julien - 44110 Erbray (idem adresse postale) sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté et, le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisé à procéder à l'exploitation :

- d'une carrière à ciel ouvert de calcaire pour la production de granulats destinés à l'industrie, à l'agriculture, au secteur du BTP, dont l'adresse est fixée à VERFEUIL aux lieux-dits « Terre Rouge » et « Plan Lis »,
- des installations connexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.

Article 2 : Actualisation du montant des garanties financières

Les prescriptions de l'article 1.10.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 09-032N du 5 mai 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

"Le montant des garanties financières permet de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée pour une période de 5 ans.

Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé pour chacune des phases quinquennales mentionnées dans le tableau ci-dessous :

| Phase d'exploitation | Période | Commencée le | Finissant le | Montant en € TTC |
|----------------------|-------------|--------------|--------------|------------------|
| Phase n°2 | 5 – 10 ans | Juin 2014 | Fin mai 2019 | 716 853 |
| Phase n°3 | 10 – 15 ans | Juin 2019 | Fin mai 2024 | 866 868 |
| Phase n°4 | 15 – 20 ans | Juin 2024 | Fin mai 2029 | 863 806 |
| Phase n°5 | 20 – 25 ans | Juin 2029 | Fin mai 2034 | 728 382 |
| Phase n°6 | 25 – 30 ans | Juin 2034 | Fin mai 2039 | 480 333 |

"

Article 3 : Etablissement des garanties financières

Les prescriptions de l'article 1.10.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-032N du 5 mai 2009 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

"L'acte de cautionnement solidaire n° 1711635314 en date du 28 avril 2017, émanant de la Banque LCL, attestant la constitution des garanties financières pour la deuxième phase quinquennale, a été établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31.07.2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 685,4 (indice calculé à partir de l'indice TP01 de janvier 2017 égal à 104,9 dans la nouvelle base des indices TP, en utilisant le coefficient de raccordement de l'INSEE égal à 6, 5345)."

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 6 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERFEUIL et peut y être consultée.

Une copie de cet arrêté est affichée à la mairie de VERFEUIL pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Verfeuil et adressé à la préfecture du Gard.

Le même arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant la même durée et affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence du GROUPE MEAC SAS

Le même arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant la même durée et affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence du GROUPE MEAC.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie et le maire de VERFEUIL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
P/ Le Préfet,
Le Sous-Préfet d'Alès,


Olivier DELCAYROU

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.

Article L514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement
(Modifié par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 – art. 5)

I. – Les décisions prises en application des articles L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. – (Abrogé)

III. – Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. – Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 112-2 du code de l'urbanisme.

NOTA :

Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, ces dispositions entrent en vigueur le 1er mars 2017 sous réserves des dispositions citées audit article.

Article R514-3-1
(Modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 – art. 6)

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.